



POST-DOCTORAT EN DROIT PUBLIC COMPARÉ

Chaire Droit public et politique comparés

Contexte

Pluridisciplinaire, l'Université Jean Monnet Saint-Étienne offre une expertise toute particulière en matière d'accompagnement à la réussite étudiante et à l'insertion professionnelle, dans un cadre académique riche et dynamique.

La recherche de pointe qui y est menée se traduit par l'obtention de labels internationaux de plus en plus nombreux qui lui confèrent une place indispensable dans la dynamique de site Saint-Étienne Lyon, avec un positionnement remarqué à l'échelle nationale et internationale.

Son développement s'appuie sur une activité de coopération internationale forte et des partenariats public-privé de premier plan au service de la valorisation et du transfert des savoirs.

L'Université Jean Monnet Saint-Étienne est l'un des membres fondateurs de [l'Université de Lyon](#), communauté d'universités et établissements (COMUE).

La création de la Chaire Droit public et politique comparés (<https://chaire-droit-public-politique-comparees.fr/>) s'inscrit dans le cadre de la promotion de pôles scientifiques d'excellence, notamment en droit.

Fonction

Post-doctorat intégré à la Chaire Droit public et politique comparés

À pourvoir au 15 octobre 2025 pour un an (possibilité de renouvellement)

Missions

- Intégration au groupe de recherche de la Chaire Droit public et politique comparé ;
- Recherche collective au sein de la Chaire ;
- Recherches spécifiques liées à la Chaire : développement des aspects scientifiques du site internet, production de contenu comparatiste (notamment vers les États couverts par les membres de la Chaire), engager une recherche relative aux démocraties parlementaires du nord de l'Europe (Pays-Bas et Danemark), traduction en anglais du site ;
- Participation à l'organisation des événements scientifiques de la Chaire ;
- Participation au développement, national et international, de la Chaire (réponse aux appels à projets locaux, nationaux et européens en particulier) ;
- Travaux de recherche pour l'Observatoire du Brexit (<https://brexit.hypotheses.org/>) consistant à la rédaction d'articles de fond, de la lettre d'information (« *So What ?* »), de billets d'actualité, de mises à jour bibliographiques, et de mises à jour de la chronologie ;
- Participation aux commissions d'acquisition d'ouvrages par le laboratoire CERCRID – UMR 5137 ;
- Possibilité d'enseignements à la Faculté de Droit de l'Université Jean-Monnet - Saint-Étienne en heures supplémentaires.

Profil exigé

- Docteur en droit public au plus tard en juillet 2025, en France ou en Europe ;
- Parcours d'excellence (contrat doctoral et contrat d'ATER pendant la thèse, ou équivalent à l'étranger, qualification au CNU...) ;
- Expertise en droit comparé, maîtrise du droit public (droits administratif et constitutionnel principalement), maîtrise du système juridique britannique, maîtrise des institutions et de la politique britanniques, connaissances en droit de l'Union européenne bienvenues ;
- Maîtrise de l'anglais (C1 minimum) ;
- Maîtrise des outils numériques et de communication (réseaux sociaux, gestion de blog et connaissance de WordPress et de la plateforme Hypothèses) ;
- Esprit d'initiative, réactivité, qualités d'organisation, autonomie, gestion de projet ;
- Présence à la Faculté de Droit de Saint-Étienne souhaitée trois jours par semaine au minimum (dont les mardis et vendredis). Télétravail accepté. Emploi du temps susceptible d'évoluer régulièrement en fonction des manifestations organisées par la Chaire.

Salaire proposé : 2823 euros brut mensuel

Contact : envoyer lettre de motivation, CV, lettres de recommandation d'enseignants-chercheurs, diplôme de doctorat à aurelien.antoine@univ-st-etienne.fr

Les candidates et les candidats peuvent, si elles ou ils le souhaitent, contacter directement le titulaire de la Chaire pour de plus amples informations en amont de leur candidature.

Calendrier : dépôt des candidatures jusqu'au 1^{er} septembre 2025, minuit. Sélection des dossiers en vue d'une audition : entre le 1^{er} et le 15 septembre. Auditions entre le 22 septembre et le 27 septembre devant un jury composé de membres de la Chaire.

Pour toute information sur la Chaire : <https://chaire-droit-public-politique-compares.fr/>